

Prospective Jeunesse

Drogues
Santé
Prévention

81

Périodique trimestriel
Printemps 2018

Intervenir en milieu rural

Enquête sur les usages de drogues en milieu rural français

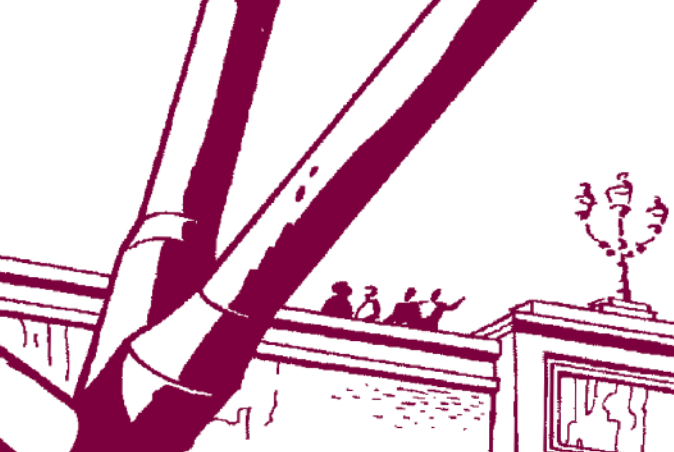
**Agnès Cadet-Taïrou et
Michel Gandilhon, OFDT**

Les clubs sportifs : quelle stratégie de prévention
face au lobby alcoolier

Caroline Saal

Le milieu festif rural : une réduction des risques tout-terrain

Carole Laporte



RISQUES JEUNES CHOIX ÉCOLE ASSUÉTUDES SANTÉ FÊTE AL-
COOL ADDICTION
CENCE JEU TAB
EXPÉRIENCES S
DE SOI PROHIBI
NABIS PRÉVENT
TOXICOMANIE F
TUDES SANTÉ FÊ
ÉDUCATION AD
CONDUITES À RISQUE EXPÉRIENCES SOINS ABUS CONSOM-
ÉDUCATION ENNUI ESTIME DE SOI PROHIBITION GROUPE ECSTASY
DANCE DRO-
QUES JEUNES
ADDICTIONS
NCE JEU TA-
EXPÉRIENCES
SOI PROHIBI-
S PRÉVENTION
XICOMANIE FUITE



Prospective Jeunesse est un centre d'étude et de formation fondé en 1978. L'association est active dans le domaine de la prévention des méfaits liés aux usages de drogues, dans une optique de promotion de la santé.

Prospective Jeunesse

propose **trois** services :

- Formation et accompagnement de professionnels (seuls ou en équipe)
- Publication de la revue **Prospective Jeunesse**
- Entretiens individuels

Prospective Jeunesse a créé, avec **Infor-Drogues** et **Modus Vivendi**, l'asbl **Eurotox**, relais en Communauté française de Belgique de l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (OEDT).
www.eurotox.org

CONTACT 144 chaussée d'Ixelles, 1050 Bruxelles ■ 02 512 17 66
revue@prospective-jeunesse.be ■ www.prospective-jeunesse.be

Éditeur responsable

Pierre BALDEWYNS

Rédactrice en chef

Caroline SAAL

Comité d'accompagnement

Pierre BALDEWYNS, Christine BARRAS, Philippe BASTIN, Line BEAUCHESNE, Mathieu BIETLOT, Marc BUDO, Christian DE BOCK, Christel DEPIERREUX, Damien FAVRESSE, Sabine GILIS, Jean-Philippe HOGGE, Pascale JAMOULLE, Alexis JURDANT, Micheline ROELANDT, Bernadette TAEYMANS, Patricia THIEBAUT, Jacques VAN RUSSELT

Équipe de rédaction

Patricia BERNAERT, Marta CHYLINSKI, Véronique DE CARPENTRIE, Guilhem DE CROMBRUGGE, Marie-Lyne FOISY, Céline LANGENDRIES

Correction orthographique

Alexandra COENRAETS

Soutien administratif

Nadia MORTIAUX

Dessins

Jacques VAN RUSSELT

Les articles publiés reflètent les opinions de leur(s) auteur(s) mais pas nécessairement celles des responsables de « **Prospective Jeunesse – Drogues Santé Prévention** ». Ces articles peuvent être reproduits moyennant la citation des sources et l'envoi d'un exemplaire à la rédaction. Ni Prospective Jeunesse asbl, ni aucune personne agissant au nom de celle-ci n'est responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations reprises dans cette publication.

Impression

Nuance 4, Naninne

Graphisme et mise en page

MEDIA
animation
communication & éducation

ISSN: 1370-6306



Usages des villes, usages des champs ?

Les drogues sont-elles une réalité de la ville ? On serait tenté de le croire à la lecture des plans politiques, dans lesquels « drogue » apparaît généralement au côté de « sécurité urbaine », « politique des grandes villes ». Beaucoup d'entre nous savent que la ruralité n'est pas épargnée cependant, et il suffit de parcourir les diagnostics sociaux des régions rurales pour que cette image se nuance. En revanche, il semble bel et bien que les drogues s'invisibilisent davantage à la campagne. D'abord, parce que tout se fait moins dans la rue. Ensuite, parce que le mythe d'une ruralité idyllique demeure vivace. Selon le sociologue René Le Guen, les urbains projettent sur le monde rural ce qui semble absent en ville et ce à quoi ils aspirent : le calme, la pureté, l'authenticité.

Notre connaissance des usages de drogues et nos pratiques pâtiennent-elles de ces perceptions ? Elles sont renforcées, peut-être, par le peu de données nous permettant de distinguer et de caractériser les consommations de drogues et d'alcool en milieu urbain et en milieu rural. Ainsi, les deux études présentées en début de numéro sont nées de constats d'un manque de savoirs, sur la précarité rurale sous l'angle quantitatif d'une part, sur les usages de drogues d'autre part. En revanche, des savoirs de terrain, des pratiques résultant d'essais-erreurs, des questionnements méthodologiques fourmillent depuis longtemps chez les acteurs qui travaillent au quotidien sur ces vastes territoires. Dans l'optique de promotion de la santé qui est à la nôtre, nous avons croisé les regards des uns et des autres sur la jeunesse, la précarité, sur des lieux sociaux comme les cafés ou les clubs de sport, afin de mieux cerner les contours de l'intervention en milieu rural. Enfin, Nadja clôture le numéro en nous proposant des pistes bibliographiques pour aller plus loin.

Nous lirons dans ces pages que vouloir qualifier le public rural est peu pertinent : la diversité sociologique est grande à la campagne, et ce public se distingue peu de celui des villes, même si Xavier May et l'OFDT souligneront quelques phénomènes propres aux ruraux.

En revanche, il existe bien un milieu rural. Néo-ruraux ou enracinés dans la région, tous expérimentent un accès restreint aux infrastructures. L'adolescent qui rejoint son école en une heure n'a pas la même vie que celui qui habite et va en cours dans le même quartier. L'usager d'héroïne dépend souvent de la seule pharmacie du village pour son matériel d'injection. La distance et la sécurité routière prennent une grande importance pour qui souhaite pratiquer un loisir ou faire la fête. Et gare à celui qui n'a ni voiture, ni réseau social développé ! L'isolement et la stigmatisation sont dans le pré. Face à eux, des professionnels, dont le travail est également conditionné par ces réalités, construisent des interventions pour tenter d'aller à rebours de ces difficultés. Ce sont ces réalités, et les réponses que certains y apportent que nous découvrirons au fil des pages.

Caroline Saal
Rédactrice en chef

Éditorial	1
Caroline Saal	
Enquête sur les usages de drogue en milieu rural français	2
Agnès Cadet-Tairou et Michel Gandilhon	
Pauvreté rurale et urbaine en Belgique, rapide coup d'œil sur leurs différences	7
Xavier May	
Être jeune à la campagne, c'est relax...	9
Benjamin Levaque	
Les clubs sportifs : quelle stratégie de prévention face au lobby alcoolier ?	12
Caroline Saal	
Le milieu festif rural : une réduction des risques tout-terrain	17
Carole Laporte	
Le médecin de campagne comme acteur de prévention	22
Caroline Saal	
Bibliographie : Usages de drogues en milieu rural	24
Sabine Gilis	

Enquête sur les usages de drogue en milieu rural français

> **Agnès Cadet-Taïrou et Michel Gandilhon**, dispositif TREND (Tendances récentes et nouvelles drogues) de l'OFDT (Observatoire français des drogues et des toxicomanies)

En 2016, remarquant des phénomènes de consommation spécifiques au milieu rural, l'Observatoire français des drogues et des toxicomanies décide d'y consacrer une étude. De l'exportation de la précarité urbaine à la consommation autochtone, en passant par les contextes de deal, les chercheurs qui ont dirigé l'enquête nous dressent le portrait des usagers rencontrés.

Qu'est-ce qui a motivé la réalisation de votre étude sur le milieu rural ? Est-ce la nécessité de combler une carence dans les connaissances sur les contextes d'usages ou l'émergence d'une nouvelle problématique dans ce milieu ?

Les deux à la fois. Le dispositif TREND, qui a pour objectif de traiter des tendances que nous observons dans les usages de drogues, a repéré les premiers signaux d'une visibilité nouvelle des consommations de drogues illicites dans les zones rurales aux alentours de 2007. Un phénomène nourri d'une part par la migration d'usagers précarisés hors des métropoles, ainsi que par l'extension du mouvement techno vers l'espace rural, accompagnée d'une multiplication des événements festifs et d'une diffusion de produits psychotropes dans des fêtes de

plus en plus diversifiées (piqueniques champêtres, anniversaires...). On constatait en outre, du côté de l'offre, un rôle croissant de « micro-réseaux », assurant l'approvisionnement pour des petits groupes de consommateurs, dans les petites villes et les communes rurales. Parallèlement, en 2012, l'analyse par l'OFDT des données du Baromètre santé de l'INPES (Institut national de prévention et d'éducation pour la santé, devenu Santé publique France) sur les usages de cocaïne montrait un accroissement plus rapide des expérimentations de cette substance dans les communes rurales que dans les grandes villes. Ces dernières conservaient cependant des niveaux de consommation plus élevés. Compte tenu de son implantation essentiellement urbaine, le dispositif TREND ne permettait pas de mener en routine des observations ethnographiques au sein de ces espaces ruraux, en dehors des fêtes techno. L'OFDT a alors souhaité mener un travail spécifique destiné à approfondir et confirmer les éléments dont nous disposions. Plus généralement, ce travail s'inscrit dans un regain d'intérêt de la recherche pour ces territoires considérés comme l'expression des nouvelles « fractures françaises » – symbolisé par les travaux du géographe Christophe Guilluy.

Des consommations « autochtones » se sont installées, en particulier chez des jeunes qui fréquentent l'espace festif alternatif techno, mais aussi, de plus en plus, de simples fêtes locales.

Comment avez-vous procédé méthodologiquement pour réaliser cette étude ? Avez-vous investi plutôt les pratiques festives, les pratiques de rue, les deux ?

Chacun des sites participant (Bordeaux, Marseille, Metz, Rennes et Toulouse) a dû choisir une ou deux zones géographiques où mener des investigations, avec l'objectif de rendre compte de la diversité du monde rural, qui recouvre des dynamiques économiques hétérogènes selon que les communes sont « isolées », polarisées par un centre économique urbain, ou irriguées par des ressources liées à des activités spécifiques (tourisme, viticulture etc.). Les pratiques festives, en particulier centrées sur la musique techno, faisaient déjà l'objet d'observations régulières du dispositif TREND : dans chaque site, un responsable d'observation en espace festif, familier de ces contextes, recrute ce que nous appelons des « informateurs-clés » dans des milieux aussi variés que possible. Ceux-ci rendent compte régulièrement au responsable d'observation, permettant ainsi de multiplier et de croiser les données.

Ces travaux ethnographiques sont de surcroît l'occasion de mener des entretiens informels avec des usagers. Deux des cinq sites participant ont en outre conduit des entretiens plus longs, hors du temps festif, avec des usagers de drogues. Les coordinateurs des sites ont également organisé chacun plusieurs réunions ou entretiens individuels avec des professionnels, afin de réaliser des évaluations de la situation dans le champ sanitaire ou social d'une part (acteur de la réduction des risques pour les usagers de drogues, et selon les opportunités médecins, pharmaciens...), et le champ « Application de la loi » (gendarmerie, police, justice, prévention de la délinquance), d'autre part. Ils ont également interrogé les équipes de structures spécialisées, y compris urbaines, qui témoignaient du passage de certains de ces usagers issus de la ruralité.

Quelles sont les limites de votre enquête, les difficultés que vous avez pu rencontrer dans l'observation ou l'approche des populations concernées ?

Le principal écueil de ce type d'investigations tient à la difficulté de rencontrer les usagers. Plus qu'en milieu urbain, il s'agit d'une population dite « ca-

L'usager n'a aucun recours s'il se heurte à des professionnels non formés ou aux positionnements idéologiques bloquants.

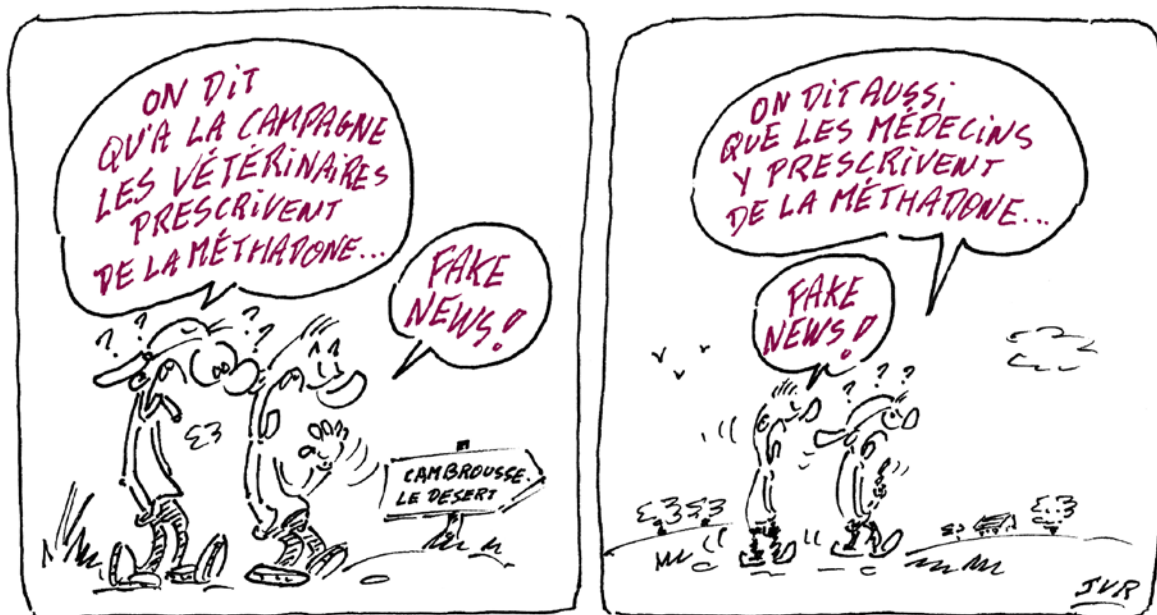
chée ». À l'exception des fêtes pour lesquelles une certaine publicité, même locale, est réalisée, le trafic comme les consommations se déroulent dans des espaces privés et ne peuvent donc être observés, sauf à mener un travail d'immersion de long terme. La majorité des usagers ruraux disposent en effet d'un logement. Peu d'entre eux fréquentent les structures de soins ou de réduction des risques spécialisées. Enfin, les usages sont le plus souvent tabous et stigmatisés dans des espaces où l'anonymat n'existe pas.

À la suite de cette enquête, quelles problématiques vous semblent-elles devoir être approfondies et davantage appréhendées, ou devoir attirer l'attention des pouvoirs publics ?

La connaissance des pratiques reste très liée à la visibilité des usagers (consommations lors des fêtes, fréquentation occasionnelle des services spécialisés urbains) et fondée sur des données qualitatives. Des travaux plus ambitieux pourraient viser à mieux quantifier les besoins au niveau des territoires géographiques, en prenant mieux en compte les usagers cachés.

Peut-on dresser des profils d'usagers de drogues en milieu rural, en particulier chez les jeunes ? Lesquels ?

Les profils des usagers sont en fait très divers, autant qu'en zones urbaines, s'étendant des milieux socialement insérés (mais pas nécessairement à l'aise financièrement) aux plus précarisés, voire désocialisés. De fait, une part des usagers de drogues est constituée des néo-ruraux qui ont initié leurs consommations avant de s'y implanter. On retrouve alors pratiquement tous les profils d'usagers décrits dans les villes, à l'exception des classes particulièrement aisées et peut-être de certains usagers totalement désocialisés, qui, même chassés des centres-villes, ne peuvent aller plus loin que les marges urbaines.



Cependant, des consommations « autochtones », celles des « gars du coin » pour reprendre l'expression du sociologue Nicolas Ranehy, se sont aussi installées, en particulier chez des jeunes qui fréquentent ou ont fréquenté l'espace festif alternatif techno, mais aussi, de plus en plus, de simples fêtes locales où certains produits sont présents. Des consommations peuvent s'enraciner, notamment chez des jeunes qui subissent durement les évolutions à l'œuvre dans une partie des zones rurales françaises, marquées par la désindustrialisation, l'abandon des pouvoirs publics et finalement le manque de perspectives professionnelles et personnelles. C'est le cas notamment dans certaines régions de la Meuse, à proximité de la Belgique, où subsiste une population qui a subi notamment de plein fouet, à l'instar de la Wallonie, la fermeture de la métallurgie, et dont certains membres connaissent un processus de « quart-mondisation » depuis une génération au moins. On y observe de fortes consommations d'héroïne et d'alcool dans un contexte où la réponse publique est faible, voire inexistante.

Des usagers, en grande précarité socio-économique, ont été chassés des centres-villes suite aux politiques de démantèlements des squats et de sécurisation.

Vous relevez un phénomène « d'exportation » de la précarité métropolitaine dans le milieu rural. Pouvez-vous expliquer ?

En effet, en premier lieu, il en va des usagers de drogues comme de l'ensemble de la population. Les plus fragiles économiquement, compte tenu de l'inflation de l'immobilier, partent dans les zones de plus en plus éloignées des centres-villes. Les usages problématiques de drogues – on l'a constaté pour la génération des héroïnomanes des années 80-90 et on le voit aujourd'hui pour des usagers aux carrières moins longues – restent le plus souvent associés à une vulnérabilité socio-économique marquée et des ressources souvent limitées aux aides sociales. D'autres usagers, quant à eux en grande précarité socio-économique, ont été chassés des centres-villes suite aux politiques de démantèlements itératifs des squats et de sécurisation menées dans nombre de municipalités. Un autre profil d'usagers revendique un mode de vie alternatif, plus communautaire et moins consumériste que celui porté par la culture dominante : qu'ils vivent en squats, en locations collectives ou en « camions », ceux-là trouvent à la campagne des conditions de vie compatibles avec cette contre-culture, mais aussi avec leurs faibles ressources. Enfin, d'autres populations mobiles, en général peu qualifiées, et sans insertion professionnelle stable, suivent les zones de travail saisonnier.

Une étude de l'ULB sur les différences entre précarité en milieu urbain et en milieu rural relève que les précarités les plus fortes sont visibles en milieu urbain mais que l'isolement géographique, social, est plus important en milieu rural. Cela fait-il écho à votre recherche ?

Absolument. En milieu urbain, l'extrême précarité se voit dans la rue ou dans les squats insalubres occupés par les usagers sans domicile. En milieu rural, la majorité des personnes en grande précarité sociale et économique continuent de disposer d'un lieu d'habitation, d'où l'invisibilité. Les solidarités familiales jouent beaucoup sur ce plan, mais aussi la volonté des maires de redynamiser démographiquement les petites communes. Par contre, un contrôle social plus fort et les tabous liés aux drogues ne laissent parfois que peu de recours aux usagers pour évoquer leurs difficultés.

Vous écrivez dans votre recherche que l'initiation aux usages de drogues est vraisemblablement plus facile en milieu rural, notamment auprès des jeunes. Quelles en sont les raisons ?

On ne peut pas vraiment dire que l'initiation est plus facile en milieu rural. Elle est particulièrement fréquente au cours des fêtes électro qui ont lieu dans l'espace rural, du fait de la disponibilité importante des produits lors de ces événements. Mais ces derniers sont aussi fréquentés par les jeunes urbains. Il existe cependant des zones comme celle qui a été étudiée dans le département de la Meuse, en Lorraine, marquées par une forte présence de l'héroïne où des initiations peuvent avoir lieu directement dans le cadre même de certaines familles en grande difficulté sociale.

Quels produits sont disponibles ou recherchés ?

À l'exception du cannabis et de l'alcool très largement consommés, la quête des autres produits va dépendre à la fois du mode d'entrée dans la consommation, mais aussi des capacités d'approvisionnement de l'utilisateur, même s'il est clair que l'héroïne apparaît comme un produit central, du moins recherché par beaucoup d'utilisateurs ruraux. La gamme de produits consommés pourra être plus variée si

Il existe des zones marquées par une forte présence de l'héroïne [...] où des initiations peuvent avoir lieu directement dans le cadre même de certaines familles.

l'usage a débuté dans les fêtes techno avec une présence particulière des substances stimulantes comme la cocaïne ou la MDMA, voire des hallucinogènes. On retrouve ce même phénomène chez d'anciens citadins déjà polyusagers.

L'accessibilité des produits joue un rôle primordial également. Les opiacés consommés sont ainsi très dépendants de leur rapport qualité/accessibilité. Si l'héroïne est particulièrement consommée dans la partie nord-est de la France, du fait de la proximité des Pays-Bas, véritable plateforme de redistribution de l'héroïne en Europe occidentale, elle est largement remplacée, dans les zones où elle est jugée trop chère ou trop coupée, par les sulfates de morphine commercialisées principalement sous le nom de Skénan®, ou par les médicaments de substitution aux opiacés comme le Subutex®.

Comment ces produits sont-ils disponibles ?

La facilité de l'approvisionnement est le plus souvent liée à l'intégration de l'utilisateur dans un petit réseau de consommateurs locaux, ce qui permet de mutualiser l'approvisionnement. Ainsi, un groupe peut s'organiser pour s'approvisionner collectivement directement chez les semi-grossistes, dans les grandes métropoles ou même au-delà des frontières. La pratique de l'usage-revente est également devenue très fréquente, comme solution de survie économique. Dans les zones rurales dites « polarisées » par la proximité d'une ville, certains usagers, mobiles, s'approvisionnent auprès des marchés urbains, qui se sont aussi établis dans les villes moyennes pendant la dernière décennie. Toutefois, l'acquisition du produit peut être assez complexe pour l'utilisateur isolé sans moyens de locomotion privés, amené à faire de longs trajets en transports en commun. Précisons que le cannabis sous forme d'herbe, quant à lui, est de plus en plus cultivé localement.

Plusieurs associations ont lancé des programmes d'échange de seringues par voie postale.

Une stigmatisation forte envers les usagers de drogues est souvent relevée par des acteurs de terrain en milieu rural comme un frein important à l'accès aux structures pour les publics. Votre étude corrobore-t-elle ce ressenti ?

Absolument. L'entre-soi, l'absence d'anonymat garant d'une certaine intimité et les interrelations qui prévalent dans les zones rurales constituent un frein certain à la demande d'aide aux professionnels de santé ou au recours au matériel de réduction des risques, souvent uniquement disponible dans les pharmacies de village. Les acteurs concernés, qu'il s'agisse du soin ou de la sécurité publique ou des familles, sont peu nombreux et se connaissent. L'utilisateur n'a aucun recours s'il se heurte à des professionnels non formés ou aux positionnements idéologiques bloquants. Ainsi, certains usagers ne peuvent pas accéder à un traitement de substitution aux opiacés, suite au refus du médecin ou du pharmacien. En outre, certaines familles portent déjà le poids d'une stigmatisation collective liée à leur pauvreté économique ou culturelle, de même qu'à des usages déjà problématiques (il peut s'agir d'alcool, mais pas seulement) de certains de leurs membres.

* Réduction des risques.

Quant aux usagers les mieux insérés socialement, ils craignent, comme en milieu urbain, de se voir coller l'étiquette de « toxicomanes » associée à la fréquentation de structures spécialisées.

D'autres spécificités du milieu rural semblent-elles avoir de l'impact sur les pratiques professionnelles des acteurs de la santé, qu'il s'agisse de la prévention, de la RDR* ou des soins ?

En effet, le frein majeur à l'accès aux structures, essentiellement implantées dans les communes urbaines, est leur éloignement géographique – souvent plusieurs dizaines de kilomètres – aggravé par l'absence fréquente de moyens de locomotion personnels et par un maillage territorial limité en termes de transport public. Les efforts de certaines structures pour ouvrir des antennes ou des unités mobiles restent contraints par leurs moyens et l'étendue des territoires à couvrir, ces relais restant souvent loin de certains usagers et fonctionnant sur des temps d'ouverture réduits. À la suite de l'association *Safe*, plusieurs associations ont lancé des programmes d'échange de seringues par voie postale. En Lorraine, certaines structures de prise en charge installent des permanences décentralisées et organisent des visites à domicile à destination des usagers du rural.

Quels vous semblent, à l'heure actuelle, les enjeux principaux de l'intervention psycho-socio-sanitaire en lien avec les usages de drogues en milieu rural français ?

Nous ne sommes pas spécialistes de l'intervention. Cependant, il apparaît nécessaire de prendre en compte dans l'organisation et la dotation des dispositifs, notamment de réduction des risques, les spécificités de la démarche « d'aller vers » (les usagers) en zone rurale, à savoir la dissémination des usagers et la difficulté de garantir l'anonymat. Outre les interventions à distance, tels les programmes d'échange par voie postale, il semblerait important de former et d'accompagner les acteurs locaux dans tous les champs concernés (sanitaire, sécuritaire, scolaire...) pour qu'ils puissent offrir des réponses pragmatiques et bienveillantes en dehors de toute considération idéologique.

Bibliographie

- François Beck (sous la direction de), *Jeunes et addiction*, OFDT, 2016.
- Michel Gandilhon, Agnès Cadet-Taïrou, *et al.*, « Les usages de drogues en espace rural, populations, marchés, réponse publiques », *Tendances*, n° 104, OFDT, 2015.
- Christophe Guilluy, *Fractures françaises*, Flammarion, 2013.
- Nicolas Renahy, *Les gars du coin, enquête sur une jeunesse rurale*, La Découverte, 2010.
- Fabienne Bailly, Aurélien de Marne, *Tendances récentes et nouvelles drogues, synthèse des résultats 2016 du site de Metz*, OFDT, 2017 : https://www.ofdt.fr/ofdt/fr/trend/syntheseTREND2016_Metz.pdf
- « Usagers de drogues en milieu rural », *Swaps*, n° 82, 2016 : <http://vih.org/revue/swaps-82-usagers-drogues-en-milieu-rural>

Pauvreté rurale et urbaine en Belgique, rapide coup d'œil sur leurs différences

> **Xavier May**, chercheur à l'ULB

Xavier May a extrait pour Prospective Jeunesse les éléments saillants de la pauvreté rurale belge. Outre les taux de pauvreté, il relève les différences en terme de profils et d'équipements (logement, voiture, GSM) entre les urbains et les ruraux.

Le monde rural se distingue particulièrement par une pauvreté encore plus répandue parmi les ménages monoparentaux

Il est connu que la pauvreté ne se décline pas de la même manière selon que l'on habite en ville ou à la campagne. En milieu rural, les logements sont moins chers, mais le parc locatif est restreint et, de manière générale, l'accessibilité aux services et aux emplois est moins bonne (manque de transports publics, éloignement des écoles et des commerces...). On est donc souvent contraint de posséder son propre véhicule, ce qui peut lourdement peser sur les finances du ménage.

Pour étudier la pauvreté rurale et ses spécificités, il est indispensable de définir au préalable ce qu'est le rural. En effet, le concept de ruralité est couramment utilisé mais n'est, en réalité, pas aisé à mettre en œuvre. Comment séparer le rural du reste du territoire et à quelle échelle spatiale travailler ? Beaucoup de typologies de l'espace sont réalisées par commune, mais cette échelle n'est pas satisfaisante : même dans une commune considérée comme rurale, il y a une grande différence entre vivre au centre d'une commune et les franges les plus périphériques (qui sont parfois extrêmement isolées) en termes d'accès aux services et aux emplois.

Dans le cadre d'une étude financée par le SPF Politique scientifique¹, l'échelle des anciennes communes, qui est beaucoup plus fine², a été privilégiée. La typologie élaborée est basée sur l'appréciation des services locaux par les ménages, l'accessibilité en transports en commun, le rayonnement des pôles commerciaux de l'entité, le degré d'artificialisation³ et le coût du logement. Au final, l'espace a été divisé en 6 catégories : l'urbain dense, l'urbain, l'intermédiaire, le rural avec foncier élevé, le rural et le rural profond.

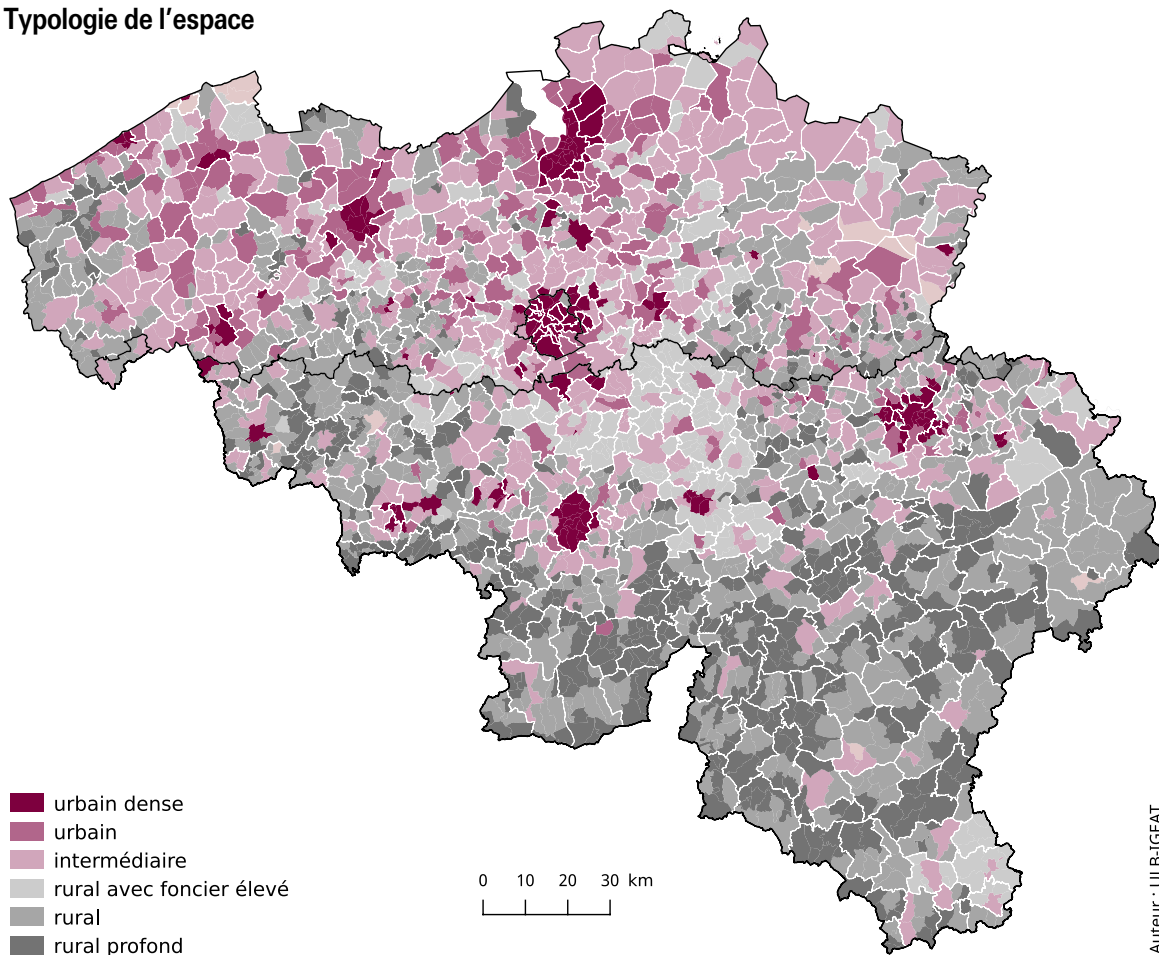
Sur base de ce découpage territorial, les espaces urbains denses comportent la part la plus élevée de ménages pauvres tandis que les ménages qui résident en milieu rural (gris foncé sur la carte) occupent la seconde place. Ce sont dans les espaces urbains (en mauve sur la carte) et enfin ceux des espaces intermédiaires (en mauve clair sur la carte) qui comportent le moins de ménages en situation précaire.

1. MARISSAL P., MAY X., MESA LOMBILLO D., *Pauvreté rurale et urbaine*, SPF Politique Scientifique Fédérale, 2012, <http://www.luttepauvrete.be/publicationsrecherche.htm>

2. La Belgique compte 589 communes et 2 652 anciennes communes qui correspondent généralement aux anciens noyaux villageois.

3. L'artificialisation est la modification humaine du sol naturel : bétonisation, talus routiers, construction immobilière...

Typologie de l'espace



Par contre, il semble que la pauvreté la plus intense soit moins présente en milieu rural. En effet, lorsqu'on considère les 10 % des ménages les plus pauvres en Belgique, ceux-ci sont sous-représentés en milieu rural. En revanche, si on considère une définition un peu moins restrictive de la pauvreté et qu'on s'intéresse aux 15 % des ménages les plus pauvres, la situation du monde rural est nettement moins favorable : les ménages un peu moins pauvres (c'est-à-dire ceux compris entre les 10 et les 15 % des plus pauvres) sont surreprésentés dans le monde rural.

En termes de taux de pauvreté, le monde rural se distingue particulièrement par une pauvreté encore plus répandue parmi les ménages monoparentaux

que dans les autres types d'espace. En revanche, ces taux sont beaucoup plus faibles pour les moins de 25 ans en milieu rural que dans les centres-villes.

En termes qualitatifs, les ménages pauvres des centres urbains denses ont tendance à limiter leur consommation plutôt qu'à s'endetter. La fréquence des ménages moins bien équipés y est donc plus grande : ils ont moins souvent un téléphone, un GSM, un ordinateur, l'internet ou une voiture, que les autres ménages pauvres. Les logements sont souvent plus petits et, de ce fait, ce poste pèse souvent moins sur les finances du ménage.

Dans le rural, la part des ménages pauvres qui bénéficient plus souvent de logements de grande taille est la plus élevée. Celle des ménages bien équipés est sensiblement plus grande que la moyenne (PC, internet, GSM, ligne fixe et voiture). Il est effectivement plus difficile de se passer de ces équipements à la campagne qu'en ville, où il existe davantage d'alternatives (was-serettes, phoneshops, transports publics...).

[En milieu urbain,] les logements sont souvent plus petits et, de ce fait, ce poste pèse souvent moins sur les finances du ménage.

Être jeune à la campagne, c'est relax...

> Benjamin Levaque, codirecteur de Mic-Ados¹

Bien souvent, dans l'imaginaire collectif, être jeune en milieu rural apparaît comme une réalité de vie plus apaisante, plus facile qu'en milieu urbain, plongée dans un cadre de vie enchanteur. Derrière cette façade, se cacheraient des réalités de vie complexes pour certains jeunes. Qu'en est-il ? Voici un tour d'horizon non-exhaustif et subjectif des particularités du travail avec les jeunes en milieu rural.

Il y a quelques années, plusieurs AMO² de la province de Luxembourg, accompagnées du sociologue Daniel Bodson (UCL), s'étaient réunies pour tenter de faire émerger les spécificités de leur travail en milieu rural. Au final, il s'avéra qu'il fût compliqué d'identifier ces particularités. Car, si les jeunes en milieu rural vivent des réalités quotidiennes demandant aux professionnels d'adapter leurs modes d'intervention, ils sont d'abord confrontés, d'une manière ou d'une autre, aux mêmes problématiques que leurs pairs vivant en milieu urbain. Cependant, ces problématiques prennent une forme différente, parfois avec une acuité accrue, insoupçonnée, voire inattendue.

Des fossés à combler

L'obstacle le plus flagrant est évidemment celui des distances à parcourir au quotidien : aller à l'école, rencontrer ses amis, sa famille, participer à des activités sportives, culturelles, etc. Si une offre de transports scolaires existe, ceux qui veulent développer une vie sociale extérieure à l'école doivent compter sur leurs parents, parfois véritables « chauffeurs » au quotidien, ou sur le covoiturage avec des voisins ou des proches. Pour d'autres, cette réalité

est bien plus complexe, notamment lorsqu'ils ont un réseau social peu étendu, des parents peu disponibles, possédant peu de moyens de locomotion ou financiers.

Cet enjeu de l'accessibilité est d'autant plus important qu'un isolement géographique peut très vite se transformer en isolement social. Dès lors, il incombe aux services sociaux et au secteur associatif de se rendre mobiles pour rencontrer leur public, aller vers lui, le soutenir dans sa participation en mettant en place des dispositifs qui le permettent. Dans beaucoup d'AMO en milieu rural, il s'agit d'une préoccupation quotidienne. Nous allons rencontrer les jeunes là où ils sont, sans attendre d'eux qu'ils nous rejoignent là où nous sommes. Cette affirmation est à entendre sur plusieurs niveaux de lecture : sur un plan géographique, mais aussi sur nos éventuelles attentes de mobilisation, sur le cheminement dans lequel certains jeunes sont en mesure de s'inscrire ou non, etc. Ces distances à parcourir constituent une contrainte supplémentaire, pour les jeunes et pour les adultes qui les accompagnent.

Par ailleurs, de manière concrète, ces fossés à combler le sont aussi en termes d'accessibilité aux services publics, aux services sociaux. Comment de-

1. Mic-Ados est un service d'aide aux jeunes en milieu ouvert (AMO) situé à Marche-en-Famenne. Ses services concernent les communes de Marche, Durbuy, Rendeux, Erezée, Nassogne, Tenneville, Hotton et La Roche.

2. Une AMO est un service d'aide à la jeunesse en milieu ouvert, à visée sociale et éducative.

Comment demander à un jeune en décrochage scolaire de rejoindre un service d'accrochage scolaire qui nécessite de prendre plusieurs transports en commun durant plus d'une heure, alors qu'il est déjà pour lui difficile de reprendre le chemin de l'école ?

mander à un jeune en décrochage scolaire de rejoindre un service d'accrochage scolaire qui nécessite de prendre plusieurs transports en commun durant plus d'une heure, alors qu'il est déjà pour lui difficile de reprendre le chemin de l'école ? Beaucoup de services s'efforcent donc à organiser des permanences décentralisées ou travaillent de manière ambulatoire, à la demande. À ces pratiques s'ajoute la nécessité de penser un maillage entre services et de s'assurer – ou a minima tenter – de couvrir l'ensemble des besoins des jeunes, quitte à parfois dépasser les missions respectives de chacun. Même si cela demande beaucoup d'énergie, offrir aux jeunes cette accessibilité est primordial. Ce positionnement implique donc un enjeu crucial : bien connaître les institutions du territoire sur lequel on intervient et collaborer ouvertement avec les autres services.

Enfin, si ce travail en milieu rural occasionne un grand nombre de déplacements pour accompagner les jeunes et leurs familles, il ne faut pas les voir comme une seule perte de temps : ces trajets sont aussi synonymes de moments de rencontre et d'échange. Bien souvent, ils sont l'occasion de « bavarder » avec le jeune de manière plus informelle que lors d'un entretien classique. Le paysage qui défile, le fait de ne pas être en vis-à-vis permettent parfois une parole « libérée » et d'en apprendre beaucoup l'un de l'autre.

Être l'autre, être différent

Une autre composante de la vie en milieu rural est le manque d'anonymat. Alors qu'on décrie souvent les grandes villes pour leur anonymat exacerbé, son manque peut parfois être très pesant en milieu rural,

où le regard des autres est prégnant et où l'identification et la catégorisation sont rapides. Tout le monde se connaît, les rumeurs circulent et on peut très vite être identifiés, catégorisés. L'« originalité » et les différences culturelles, au sens large, parfois défendues et valorisées dans les grandes villes, deviennent des stigmates potentiels à la campagne.

Depuis quelques années, plusieurs centres de demandeurs d'asile se sont installés dans des complexes touristiques délaissés, doublant parfois la population de certains villages. Or cette dernière fut peu confrontée à une cohabitation avec des personnes de cultures différentes, et témoigne parfois d'un sentiment d'envahissement. L'intégration de ces nouveaux venus ne s'est pas toujours faite sans heurts, suscitant, réveillant la peur de l'autre.

Cette peur se manifeste aussi envers des populations « belgo-belges ». Tout qui provient de quartiers stigmatisés ou simplement d'une commune plus « lointaine », peut devenir l'autre, celui que l'on ne connaît pas et qui suscite la méfiance. Cette suspicion sera encore accrue si cet étranger a un mode de vie original, particulier, ou s'il provient d'une famille précarisée. Cette marginalité, choisie ou imposée, est d'autant plus difficile à assumer en milieu rural à cause du regard des autres. On en devient quelquefois les « barakis du village » ou les « gens bizarres ». Ces stigmates se répercutent alors dans toutes les dimensions de la vie quotidienne : à l'école du village, dans les petits commerces fréquentés, etc.

Le poids de son histoire, de son parcours

La stigmatisation peut aussi poursuivre celui qui en est porteur. Combien de fois n'avons-nous pas entendu une forme de déterminisme social oppressant, comme des rapprochements faits entre deux jeunes d'une même famille, supposant des mêmes fonctionnements individuels, des parcours personnels forcément similaires ? De même, lorsqu'un jeune ou une famille sont disqualifiés auprès d'un service d'une commune et qu'ils déménagent, leur histoire les poursuit parfois. Le réseau de travailleurs sociaux est très restreint : ceux-ci se connaissent souvent, des liens se font, mais pas toujours au bénéfice du jeune. Par exemple, lorsqu'une rupture a lieu avec un travailleur social ou un service, cette dernière peut laisser des traces dans le parcours à

venir du jeune. Ce dernier et/ou sa famille risqueront peut-être également d'être perçus négativement par les services sociaux ensuite.

Cette dimension est d'autant plus présente face à une offre de services limitée, contraignant le jeune à chercher l'aide nécessaire au-delà. En effet, lorsqu'un jeune se fait exclure d'une école secondaire et que peu, voire aucune autre école ne propose la même filière ou option ; lorsqu'une seule société de logements sociaux couvre un large territoire, le jeune en rupture devra parcourir de nombreux kilomètres afin de poursuivre sa scolarité ou pour se loger.

A contrario, soyons de bon compte : des intervenants qui collaborent régulièrement et qui ont une connaissance réciproque et mutuelle des possibilités institutionnelles proposent aussi des pistes d'intervention appropriées, individualisées et peuvent ainsi bien cibler l'accompagnement vers le service, voire vers le travailleur le plus judicieux. En outre, ce réseau de professionnels peut parfois pallier un réseau familial du jeune éventuellement peu étendu. La connaissance des institutions, du public et du territoire par les travailleurs sociaux est un levier d'actions.

La solidarité entre ruraux

Il s'agit là également d'un stéréotype souvent véhiculé à propos des populations rurales : tous les villageois seraient solidaires au sein d'une même communauté face à l'adversité. En fait, ce stéréotype est vrai et faux à la fois. Tout dépend du type de villageois que l'on est. Ce degré de solidarité sur lequel on peut compter n'est pas tant lié à une classe socio-économique « rurale », « villageoise », mais plutôt à l'enracinement et aux liens que le jeune et/ou sa famille ont pu construire. L'enracinement peut parfois prendre beaucoup de temps. Cependant, une fois celui-ci acquis, un jeune ou une famille pourront compter sur une entraide de leur entourage, lequel a bien souvent la même position socio-économique. Ainsi, des solidarités se développent auprès d'enfants, de jeunes demandeurs d'asile intégrés dans leur école depuis de nombreuses années et ayant pourtant reçu un ordre de quitter le territoire.

Les réseaux sociaux, pour le meilleur et pour le pire

Les nouvelles technologies de l'information et de la communication peuvent être un bel outil pour com-

penser les distances et la limitation des offres de services. Non seulement véritable vecteur de rencontre et d'échange, elles permettent également de faciliter la vie quotidienne tant pour les jeunes que pour les travailleurs sociaux dans les démarches à réaliser, en augmentant les possibilités de communication. Certaines AMO rurales pratiquent des permanences « virtuelles » par le biais d'internet et des réseaux sociaux.

À côté de ces apports, leur utilisation à des fins moins nobles se colore de la teinte rurale : le cyber-harcèlement, problématique devenue commune à tous les milieux de vie, prend des proportions particulières dans un environnement où tout se sait.

Le défi de la participation

Pour conclure, nous aimerions insister sur l'importance de faire avec les jeunes. Si ce défi se pose à toute personne travaillant avec des jeunes, il est d'autant plus prégnant en milieu rural. Au-delà d'une offre de loisirs et de mobilité plus réduite, certains jeunes sont parfois désenchantés. Ils pensent que certains projets collectifs ou parcours personnels ne leur sont pas destinés. Cette position s'est surtout développée face aux pouvoirs publics et dans ce qui est ressenti comme un désinvestissement de la part de ces derniers dans le milieu de vie de ces jeunes. Sentiment sans doute également partagé par les jeunes de certains quartiers des grandes villes.

Les éléments parcourus dans cet article, importants à prendre en compte, conduisent les travailleurs sociaux à travailler de manière intégrée, à bien connaître le réseau local, mais surtout à faire preuve de créativité et parfois aller au-delà de leurs missions initiales.

Le réseau de travailleurs sociaux est très restreint : des liens se font, mais pas toujours au bénéfice du jeune [...] lorsqu'une rupture a lieu avec un travailleur social ou un service, cette dernière peut laisser des traces dans le parcours à venir

Les clubs sportifs : quelle stratégie de prévention face au lobby alcoolier ?

> **Caroline Saal**, rédactrice en chef

Les clubs de sport représentent une offre d'activités centrale en milieu rural. Le souci de la santé y côtoie souvent l'alcool, au nom de la convivialité. Bref, ce sont des lieux tout désignés pour implanter des pratiques de prévention et de réduction de risques... pour autant qu'on anticipe le poids du lobby alcoolier. Comment y parvenir ? Regards d'acteurs belges... et d'un programme australien.

En milieu rural belge, auprès d'un public jeune, le club sportif joue un rôle de socialisation et d'identité important. La « 3^e mi-temps », appellation populaire du moment de détente autour du bar qui suit l'activité sportive, y participe. Mais, comme l'a relevé l'observatoire Eurotox récemment, elle n'est pas toujours sans risque : « Dans les sports d'équipe et de contact, la consommation d'alcool et les comportements à risques qui en découlent sont particulièrement élevés chez les joueurs et les supporters, féminins ou masculins, lors des moments de convivialité [...] ¹ ». Eurotox recense une stratégie qui semble avoir fait ses preuves, puisqu'elle se targue d'avoir diminué considérablement les abus de son public : le label australien *Good sports*. Dès lors, le club sportif peut-il devenir un acteur de prévention ?

Le club comme support éducatif

Le club « représente la commune et ses victoires », et son attractivité est renforcée par l'absence de diversité des structures et des disciplines². Les jeunes s'y rencontrent, y créent des liens, et développent un sentiment d'appartenance à un groupe. Les acti-

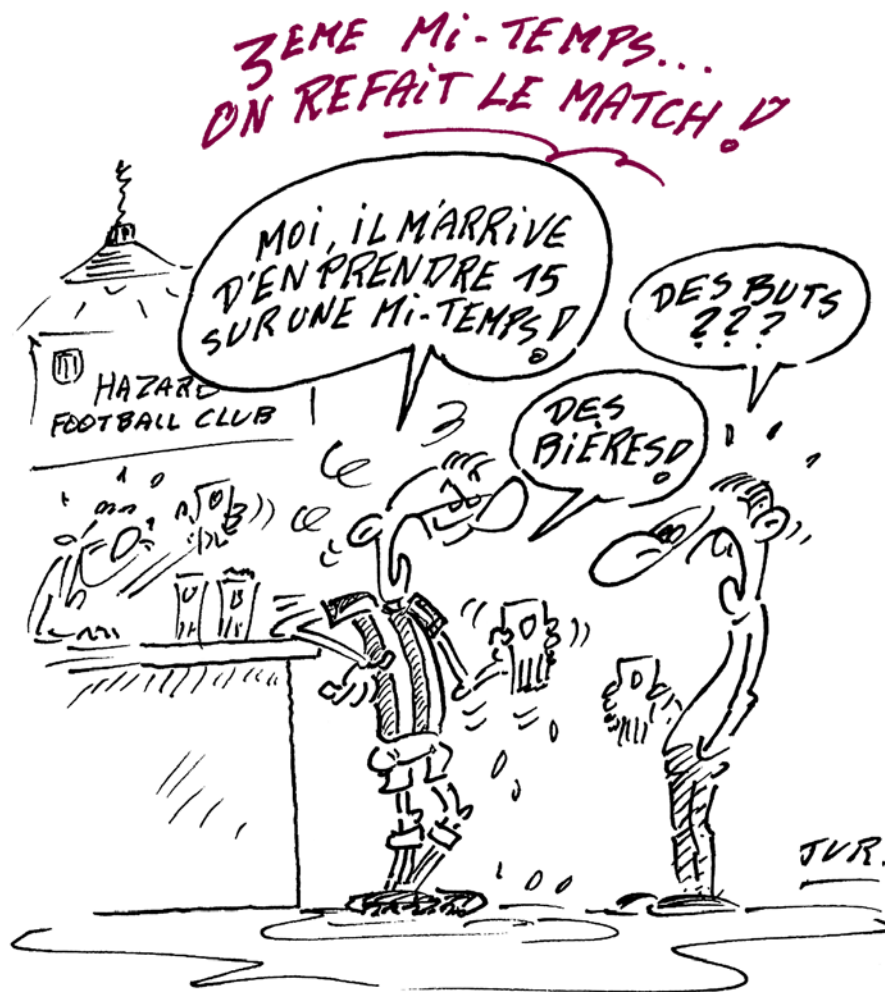
vités sportives permettent aux jeunes de se dépenser physiquement, de développer des capacités psychomotrices et sociales, de s'amuser entre pairs.

Par ces rôles, les clubs agissent, presque spontanément, comme des acteurs de prévention et d'éducation. Nuançons cependant : c'est un lieu commun de lier sport à pensée collective, intégration, *fair play*. Il ne suffit pas de mettre des enfants avec un ballon sur un terrain – fantasme largement répandu – pour créer le vivre ensemble, pour éduquer. L'activité sportive est avant tout un support, et sa valeur éducative dépendra du contenu. Elle peut aussi bien apprendre l'entraide que la compétition acharnée, l'intérêt de la triche ou l'égoïsme. C'est à la politique du club qu'il revient de lui donner sens, par son projet et les pratiques éducatives qu'il valorise. Elle est préventive quand elle assure un cadre accueillant et sécurisant, quand elle utilise les qualités de ses membres pour poursuivre un but commun, quand elle propose de tester ses limites selon des règles établies et dans un esprit de loyauté.

Ce potentiel semble tout désigné pour englober une prévention de la consommation d'alcool, pour deux

1. Eurotox est l'Observatoire des usages de drogues et d'alcool en Belgique francophone. Eurotox, *RDR. Bonnes pratiques en réduction des risques*, Bruxelles, 2016, p. 33. Disponible en ligne sur www.eurotox.org

2. TONINI Brice, « Pratiques sportives en milieu rural : facteurs de dynamisme et éléments d'identité », in *Faire campagne. Pratiques et projets des espaces ruraux aujourd'hui*, Colloque organisé par l'UMR ESO CNRS, 17-18 mai 2005. Communication disponible en ligne : <http://eso.cnrs.fr/fr/manifestations/pour-memoire/faire-campagne-pratiques-et-projets-des-espaces-ruraux-aujourd'hui.html>



La consommation d'alcool a du sens à la buvette : célébrer les victoires, évacuer la déception d'une défaite et, plus généralement, poursuivre le plaisir d'être ensemble.

raisons bien distinctes. Premièrement, au sport est irrémédiablement associée la santé, et la santé ne va pas avec l'abus d'alcool. L'activité physique, plusieurs fois par semaine, fait partie des dix commandements de la vie saine : lutter contre la sédentarité, développer sa musculature, entretenir son rythme cardiaque et son souffle, renforcer ses articulations, maîtriser son poids, se défouler, « prendre l'air »... Une consommation à risques influence effectivement la pratique du sport : elle nuit à la performance à court terme, par la fatigue, la déshydratation, la baisse de coordination, l'acuité visuelle ou une diminution de la vigilance. À long terme, elle peut entraîner un déclin du potentiel physique. Ces effets s'additionnent aux risques plus généraux d'une consommation excessive d'alcool, comme les rapports sexuels non désirés, les accidents de voiture et les répercussions générales sur la santé. Les sportifs professionnels véhiculent d'ailleurs l'image

de personnes modérées, si pas abstinentes³. Certains clubs de foot n'hésitent pas à réprimander publiquement leurs joueurs quand leurs frasques alcoolisées sont médiatisées.

Paradoxalement, le second intérêt à travailler avec les clubs sportifs provient de leur festive « 3^e-mi temps » : le sport en équipe augmente le risque de consommation d'alcool (problématique). La fameuse buvette du club en est-elle responsable ? Sa réputation la précède et la poursuit, comme l'illustrent ces témoignages recueillis sur un forum de foot

3. L'alcool fait d'ailleurs partie, pour certaines disciplines, de la liste des produits interdits lors des contrôles de dopage.

amateur : « La buvette, tu sais quand t'y entres, pas quand tu en sors » ; « Typiques ? Les trous de mémoire, les chants, les traquenards, les verres renversés ». Le bar est un lieu à part entière et bien vivant du club, prolongeant sa fonction de socialisation, de réunion, de convivialité. La consommation d'alcool a du sens à la buvette : célébrer les victoires, évacuer la déception d'une défaite et, plus généralement, poursuivre le plaisir d'être ensemble. Autant d'occasions qui deviennent des moments d'initiation.

Institutionnaliser la prévention se heurte frontalement à la stratégie publicitaire des alcooliers. Sponsoriser une fédération, associer son nom à un tournoi national ou international est une stratégie très lucrative pour les alcooliers, et tend à banaliser la présence et la disponibilité du produit dans le milieu sportif⁴. « Mobiliser le secteur sportif sur les questions de prévention de la consommation d'alcool est difficile », renchérit Martin de Duve, porte-parole du groupe porteur « Jeunes, alcool & société⁵ ». « En Belgique, la *Jupiler League* conditionne fortement nos représentations : on regarde le foot, on ouvre une bière ; on va voir un match, on fait pareil. D'autres marques ont visé le rugby, le foot américain... Et que voit-on dans leurs publicités ? Après une activité physique intense entre hommes, les protagonistes, souriants et couverts de sueur, ouvrent une bière pour se rafraîchir. Ces pubs contribuent à cette association alcool-sport, même si les alcooliers s'en défendent ».

8000 clubs de sport convertis en Australie

Pourtant, de l'autre côté du globe, l'Australie semble avoir réussi. Confronté à une importante consommation d'alcool chez les jeunes à la fin des années 90, le pays a développé un programme d'ampleur, aussi bien législatif que préventif⁶. Parmi ses cibles, les clubs sportifs, identifiés comme des lieux de consommation à risques, non régulée, parfois abusive. Aujourd'hui, près de 8000 d'entre eux ont rejoint la campagne *Good sports*, financée par le gouvernement australien et dirigée par l'*Alcohol and Drug Foundation*, responsable de la prévention et de la RDR en Australie⁷.

Reposant sur une approche communautaire, *Good Sports* se présente comme un allié des clubs. Il leur propose l'obtention d'un label de qualité en échange de l'implémentation d'un programme préventif, à l'image de ceux décernés en milieu festif. Une multitude d'actions sont envisageables, portant sur « la disponibilité et le prix des boissons, la formation du personnel, la promotion de boissons non-alcoolisées et la limite du sponsoring par les marques de boissons alcoolisées⁸ ». Les clubs peuvent s'engager selon différents niveaux d'exigence, qui confèrent un grade au club (voir tableau).

Bien souvent, ce travail sur l'alcool s'inscrit dans une politique de santé plus large, qui inclut la mise

4. Eurotox, *Idem*.

5. Ce groupe, rassemblant 11 associations de Belgique francophone, a pour mission de promouvoir des contextes de consommation plus responsables et moins risqués pour le public jeune. Il est coordonné par Univers Santé.

6. Bien que le pays reste néanmoins un des pays où les produits psychotropes sont, de manière générale, fortement consommés.

7. <http://goodsports.com.au/>

8. Eurotox, *Idem*, p. 33-34.

INTERVENTIONS GOOD SPORTS	NIVEAU 1	NIVEAU 2 + NIVEAU 1	NIVEAU 3 + NIVEAU 2
Conditions d'obtention du label	> Eau disponible > « Responsible Service of Alcohol » : – identifier les clients ivres et ne pas les servir, – limiter les doses d'alcool lors des préparations, – aider les personnes en difficulté à la suite d'un usage excessif d'alcool > Pas de cigarettes à l'intérieur	> Pas de shots - Pas de boissons au pourcentage d'alcool supérieur à 5 % > Tarifs incitants pour boissons non-alcoolisées > Nourriture disponible > Stratégie de retour à domicile > Pas de jeux de boissons > Pas de promotions pour boissons alcoolisées	> Pas de sponsor lié au secteur de l'alcool > Développer une ambiance familiale > Diffuser une politique claire concernant les boissons alcoolisées auprès des membres > Prévention spécifique pour les mineurs > Prévention spécifique pour les usagers problématiques

Extrait du livret *Bonnes pratiques en réduction des risques*, Eurotox

à disposition de repas équilibrés, de boissons non sucrées, sur la promotion des fruits et légumes. Le programme propose également une réflexion sur le dopage, les IPED⁹ ou les jeux de pari. Le programme a été évalué et diminuerait de 37 % les consommations d'alcool à risques et de 42 % les risques causés par les effets de l'alcool au sein des clubs qui ont mis en place le niveau 3.

Et en Belgique ?

Au début des années 2000, l'Union belge de football (URBSFA), inquiète de comportements injurieux et agressifs sur le terrain et dans les tribunes, a sollicité des acteurs de prévention, Prospective Jeunesse et Infor Drogues. « L'Union belge voulait une campagne d'affichage et un message choc, de type « ce jeune footballeur est en bonne santé : il ne se drogue pas », se souvient Philippe Bastin, ancien directeur d'Infor Drogues. « Face à ce discours manichéen et de surcroît discriminant, nous avons pris le temps de défendre un projet de promotion de la santé ». Les deux associations lancent alors la campagne FuturoFoot, afin de sensibiliser les clubs de football à la consommation de drogues et d'alcool. Elles créent une brochure à destination des clubs, de leurs responsables et de leurs animateurs, dans laquelle elles fournissent des repères pour une prévention efficace et proposent des pistes d'action concrètes :

- travailler la réglementation du club,
- apprendre à informer les jeunes de manière non stigmatisante et à créer le dialogue,
- intervenir pertinemment en cas de situations problématiques telles que l'ébriété sur le terrain, les malaises, le trafic...

Réfléchir à la politique de la buvette est également au programme. Parmi les conseils donnés, Infor Drogues et Prospective Jeunesse insistent sur

- la limitation des *happy hours*,
- la diversification de la carte des boissons non alcoolisées,
- la sélection des moments où l'alcool est indisponible (par exemple, en excluant les phases d'entraînements des jeunes).

D'autres actions possibles consistent à informer sur les risques de l'abus d'alcool après une activité sportive, notamment sur le besoin de récupération ; sur l'exemple donné par les dirigeants et les accompa-

Good Sports s'adresse beaucoup [aux clubs] comme à des acteurs économiques.

gnateurs des jeunes ; ou sur l'interdiction d'alcool dans les vestiaires ou au bord du terrain. La campagne prévoit par ailleurs des formations, l'organisation d'ateliers de sensibilisation, voire un accompagnement personnalisé aux clubs qui en ressentiraient le besoin. L'objectif est d'agir durablement, au plus près de la réalité de terrain.

Cependant, malgré la démarche, *FuturoFoot* ne décolle pas et trouve peu l'occasion de s'implanter. « C'est l'Union qui devait diffuser l'information, explique Martine Dal, alors directrice de Prospective Jeunesse. Son enthousiasme pour la brochure ne s'est pas concrétisé et l'investissement dans la diffusion s'est tari. Seuls quelques clubs ont fait appel à nous, et mobilisaient souvent deux ou trois adultes du club, sans plus ». Philippe Bastin ajoute : « L'URBSFA est une structure très hiérarchisée. Le projet venait du sommet, mais nous devions travailler avec ceux de l'autre bout, les clubs amateurs, dont certains sont plutôt petits et reposent sur l'énergie de bénévoles. Pour pouvoir les atteindre, nous attendions un appui du sommet, qui avait impulsé la campagne, et un relais des responsables régionaux, afin qu'ils créent le lien et que nous ne débarquions pas comme des missionnaires porteurs de la bonne parole avec notre campagne et nos objectifs à mille lieues des leurs. Mais ces échelons intermédiaires n'ont pas réagi ». D'autres projets locaux ont vu le jour depuis, avec des succès variables, mais témoignant souvent de difficultés similaires : le travail de démarchage et de persuasion auprès des clubs demande du temps et de la pugnacité. Mais pas seulement.

« Les clubs sportifs (sur) vivent grâce à leur buvette, explique Martin de Duve. Plus que des lieux de sociabilité, elles sont leur gagne-pain. Ce rôle économique central rend l'intégration de politiques d'éducation à la santé difficile. Parfois, quand la comptabilité de la buvette et la comptabilité du club sont distinctes, il est plus facile de collaborer avec ce dernier, mais sans franchir le seuil du bar ».

9. Les IPED (Image and Performance Enhancing Drugs) désignent les drogues influant sur l'image et la performance : anabolisants, hormones de croissance, EPO, etc.

C'est le cercle vertueux: l'image saine et citoyenne des clubs Good sports attire de nouveaux bénévoles et de nouveaux sponsors.

Prendre à bras-le-corps la question économique

Intégrer le rôle économique de la 3^e mi-temps au programme, voilà comment *Good Sports* a anticipé le frein le plus fort à la prévention en milieu sportif. D'un côté, le programme garde et valorise le rôle éducatif des clubs; de l'autre, il s'adresse beaucoup à eux comme à des acteurs économiques. Le label est présenté comme un coup de pub. Outre les avantages à avoir des membres en meilleure forme et à se donner une image responsable, *Good sports* promeut littéralement l'adhésion à la plateforme comme une opportunité réelle de recruter de nouveaux membres, de renforcer la visibilité du club, d'augmenter les rentrées financières et de solidifier son *business model*. *Good Sports* cherche également à minimiser le rôle de manne financière de l'alcool. Il propose ainsi des alternatives en matière de sponsoring, en listant des catégories de partenaires potentiels, à décliner localement (cinémas, restaurants...).

C'est le cercle vertueux: l'image saine et citoyenne des clubs Good sports attire de nouveaux bénévoles et de nouveaux sponsors, augmente le nombre d'adhérents et améliore le contact avec les entreprises et les collectivités locales. Cet ensemble renforce en quelques années le budget du club, moins dépendant des recettes de la vente de boissons alcoolisées.

Philippe Bastin voit dans le manque de soutien de l'Union et de relais vers les clubs amateurs, la pierre d'achoppement de FuturoFoot. « Prendre en compte

les besoins des bénévoles de ces clubs est effectivement crucial. Le contenu était le bon, mais l'absence de lien entre la Fédération et les clubs amateurs ne permettait pas une stratégie efficace. De fait, tous ces gens se décarcassent à longueur d'année pour faire tourner leur club au profit des gamins (entraînements, déplacements, matches, arbitrage, etc.). Entendre parler de prévention, d'éducation ou de promotion de la santé ne leur paraît pas prioritaire, de surcroît si ça risque de fragiliser les petites recettes du bar ». Or, dans le sport amateur, l'argent est un souci permanent. Si l'on se réfère à l'exemple australien de *Good sports*, il ne faut pas oublier que son succès repose en grande partie sur le fait que ce programme est financé par le gouvernement australien, argument de poids face au lobby alcoolier et au public visé.

Tout récemment, à la suite des travaux de différents chercheurs flamands en psychologie du sport et en promotion de la santé¹⁰, le VAD¹¹ a créé *Sportivos*, un label à l'image de *Good Sports*. Il cible les règles du club, l'éducation, l'orientation et le fonctionnement structurel. Concrètement, il propose la formation de certains membres du club, des activités ludiques, la mise à disposition de brochures et l'octroi du label comme faire-valoir auprès de sponsors et d'adhérents potentiels. Aura-t-il plus de succès que FuturoFoot?

Intégrer la dimension de support au club est donc une piste à creuser pour essayer de changer la culture de l'alcool dans le milieu sportif. L'octroi d'un label semble être porteur: récemment, aux États-Unis, un petit nouveau dans la prévention s'est lancé dans un label appelé *Good Sports* également, pour « la boisson responsable » dans les stades, cette fois. Certes, il a restreint le champ d'actions possible sur la seule désignation de « Bob » pouvant reprendre le volant. Il insiste en revanche beaucoup pour que les participants à son programme s'en réclament, et propose des prix à gagner. Son nom devrait vous dire quelque chose: Budweiser.

10. MEGANCK J., *Joining the team: Sports as a setting for Health Promotion Exploring the role of sports clubs and facilities for the well-being of children and adolescents*, Thèse de doctorat, KU Leuven, 2016.

MEGANCK J., SCHEERDER J., THIBAUT E., SEGHERS J. « Youth sports clubs' potential as health-promoting setting: Profiles, motives and barriers », *Health Education Journal*, 74, 2014, 1-25.

ROSIEERS J., MÖBIUS D., JONGBLOET J., *Sport en middelengebruik: Verkennend nodenonderzoek in Vlaamse sportclubs*, VAD, 2014, non publié.

11. Le VAD est le *Vlaams expertisecentrum Alcohol & Drugs*. Il est le centre d'expertise sur les questions de drogues et d'alcool en Flandre, ainsi que la coupole des associations flamandes travaillant autour de ces sujets.

Le milieu festif rural : une réduction des risques tout-terrain

> **Carole Laporte**, coordinatrice des Plans Stratégiques de Sécurité et de Prévention, Aywaille et Comblain-au-Pont, La Teignouse

Carole Laporte parcourt les différents projets que La Teignouse a mis en place afin d'agir globalement sur un territoire où les portes d'entrée vers la consommation sont fortement éparpillées. Face à de nouvelles problématiques ou aux échecs de certaines interventions, elle nous raconte comment l'équipe s'adapte.

Sous ses airs bucoliques et son vaste territoire verdoyant, la région Ourthe-Ambève est festive. Des bals de villages aux festivals de musique en passant par les soirées étudiantes, l'offre d'événements est large. S'y ajoute une forte culture de « la soirée » qui se passe dans les cafés, ainsi qu'à domicile. Souvent, ces soirées en précèdent (les *before*) ou en suivent une autre (les *after*). Enfin, si la culture festive rurale apporte une coloration particulière aux comportements des jeunes, elle souffre des mêmes maux que celle de la ville. La glorification de la consommation à outrance, le sentiment d'invincibilité, la sensation de « gérer » sont encore très, trop, présents parmi la population, quel que soit son âge. Tenaces, ils se reflètent sur le comportement de certains jeunes, dont les habitudes sont influencées par le contexte social, familial : les comportements des adultes jouent un rôle prédominant dans les habitudes de consommation.

Les lieux dédiés à la fête en milieu rural souffrent de la géographie. Notre territoire est vaste, étendu, composé de petites villes, de villages, de hameaux, souvent éloignés les uns des autres. Cet isolement associé à une offre de transport en commun maigre

(bus peu fréquents, lignes mal dessinées, gares ferroviaires rarement desservies) entraînent la primauté de l'utilisation des véhicules personnels, l'automobile en tête. Le réseau routier, composé de petites nationales et de chemins de campagne sinueux, augmente les temps de trajets entre les différentes entités, lorsqu'on a la chance de pouvoir se déplacer par ses propres moyens. Pour faire la fête, les jeunes circulent d'une soirée à l'autre, souvent éloignées les unes des autres. Cet état de fait, additionné à l'inexistence ou à l'inadaptation des solutions de transport en commun, les pousse à prendre le volant. Les risques liés aux événements festifs sont donc amplifiés par la ruralité et sa réalité géographique, que la conduite soit sous influence ou non.

Les jeunes sont des cibles de choix pour les personnes qui tirent un profit de leur consommation d'alcool [...] Nous cherchons dès lors à inclure l'ensemble du milieu festif.



Nos activités de prévention ont donc été réfléchies et organisées par rapport à ces constats de terrain. Elles ont nécessité de développer des méthodologies adaptées et d'adopter des discours qui correspondent aux réalités des jeunes que nous accompagnons. Nous privilégions le travail de terrain, une présence et une visibilité maximales dans les divers lieux de fêtes ou de consommation. Le projet « Espace Futé » vise à promouvoir le bien-être de tous en milieu festif. Aller à la rencontre des jeunes, mener des actions de prévention et de sensibilisation, informer les organisateurs de soirées, commerçants, cafetiers ou responsables de clubs sportifs, promouvoir une consommation responsable, telles sont les actions menées par l'équipe de la Teignouse.

Si les jeunes ne sont pas les seuls à consommer, ils sont par contre des cibles de choix pour les personnes qui tirent un profit de leur consommation d'alcool, qu'ils soient organisateurs de soirées, propriétaires d'un débit de boisson, vendeurs ou lobbyistes. Nous cherchons dès lors à inclure toutes ces parties prenantes dans le projet, afin de s'adresser à l'ensemble du milieu festif. Dans cette optique, Espace Futé a développé plusieurs axes de travail, orientés vers les réalités propres à chaque espace¹,

y compris de l'aide et de l'accompagnement aux professions concernées afin qu'elles puissent mettre en place les mesures nécessaires pour que la fête continue à être synonyme de plaisir, détente et rencontres.

Espace futé, travailler avec les lieux festifs

En 2004, les éducateurs de la Teignouse sont interpellés par les autorités communales et les directeurs d'école quant à l'absentéisme scolaire et à la présence de jeunes dans les cafés. Ces derniers, dans le milieu rural, sont des lieux de rassemblements festifs majeurs, avant un départ collectif vers le Carré liégeois. Une concertation entre les tenanciers de café, le politique, la police et le secteur de la prévention semble nécessaire. Qu'est-il possible de faire ? Qui peut intervenir ? De quelle manière ? Dans quel délai ? De ce travail, est né le label « Café Futé ». Après une sensibilisation du tenancier et de son personnel sur différents aspects, tels que l'âge légal pour consommer de l'alcool ou les nuisances sonores, un ensemble de mesures, urgentes ou non, sont proposées et c'est leur implantation qui permet l'attribution du label « Café Futé ». Ce label sera obtenu après la ratification entre les différentes parties prenantes d'une charte, dont la valeur est morale. Les cafetiers bénéficient par la suite d'un accompagnement et d'un suivi de la part du personnel d'Espace Futé, afin de perpétuer les bonnes résolutions et d'éventuellement les renouveler.

Pour perdurer, cette dynamique a besoin d'être entretenue. Cependant, la réalité commerciale prend le pas sur les impératifs légaux, en particulier concernant la consommation des mineurs. Que faire si le label n'est pas respecté ? Que perd le café en cas de non-respect ? Est-ce le rôle de la prévention de contrôler le café ? Nous ne le pensons pas. L'équipe d'Espace Futé a organisé deux rencontres avec les tenanciers pour débattre de ces questions et évaluer, ensemble, la mise en place du label. Résultat : un seul tenancier s'est présenté ! C'est dire à quel point la mobilisation et dynamique étaient retombées. Reconnaissons-le : fermer son café pour se rendre à un groupe de travail, en journée ou en soirée, n'est pas rentable. Nos moyens très limités pour proposer des *goodies* ne nous permettent pas de susciter et d'entretenir un intérêt régulier. Face à cet échec,

1. Ces projets s'inscrivent dans le Plan Stratégique de Sécurité et Prévention, outil du SPF Intérieur à la disposition des communes favorisant le bien-être de tous en luttant contre le sentiment d'insécurité.



l'équipe a adopté une autre approche : considérer les cafés comme un lieu-relais d'informations à destination de notre public cible, les jeunes, tout en l'élargissant au public consommateur et en gardant cette approche jeune et festive.

Dans cette approche *Win-Win* où le social doit penser *marketing*, pour être désirable avant d'être désiré, a émergé l'idée de la Gazette Café Futé : un magazine semestriel reprenant, notamment, des interviews des tenanciers sur des sujets liés à la vie du café. Cet outil permet d'entretenir le lien grâce à la participation des tenanciers lors du choix des sujets et durant les interviews. L'équipe d'Espace Futé est également identifiée comme ressource auprès du tenancier et de la clientèle en cas de besoin. Dans le magazine sont abordés des sujets actuels, tels que la cigarette électronique, l'interdiction de fumer à l'intérieur du café, les jeux de hasard, etc. Ces thématiques ont permis d'élargir le champ de discussion, aussi bien avec les tenanciers qu'avec les clients. « La gazette de comptoir » est toujours appréciée par le tenancier lors d'un moment creux et par la clientèle souhaitant accompagner son café d'une lecture. D'ailleurs, le magazine doit être régulièrement déposé dans les cafés car il est emporté par la clientèle. De quatre cafés futés, nous en sommes aujourd'hui à vingt-un. C'est un réel succès ! Le *turn-over* des gérants de cafés, voire la fermeture définitive du débit de boissons, nous oblige à actualiser très régulièrement notre listing. En effet, la crise économique n'a pas épargné le secteur.

Ces rencontres régulières avec les tenanciers permettent de construire un lien de confiance, assez « relatif » : nous ne sommes pas au quotidien dans les cafés et nous ne guettons pas « la faute ». Jusqu'à présent, aucun label n'a dû être retiré sur base de constats lors de nos visites, ou ceux d'un partenaire voire par les jeunes rencontrés lors d'autres moments festifs... Néanmoins, nous avons déjà refusé l'adhésion d'un café admettant son manque de respect vis-à-vis de la vente d'alcool aux mineurs et ne voyant aucun intérêt à participer au projet. Particularité du rural, certains cafés sont de « vrais cafés de village » composés, essentiellement, d'une clientèle d'habituez. Les tenanciers, connaissant très bien leurs clients, jouent dès lors un rôle préventif essentiel.

En 2007, les modes de consommation évoluant, notre attention est attirée sur le phénomène des

before. Avant de sortir, boire à moindre prix chez un ami ou sur le parking de la soirée est plus intéressant financièrement. Ne reste plus qu'à maintenir son « niveau d'alcoolémie » par quelques boissons durant la fête... Les commerces procurant de l'alcool (grande et petite surface, night-shop, station-service, etc.) deviennent alors une nouvelle cible de notre action. Apparaît, sous une méthodologie assez semblable à la précédente, le label « Commerce Futé ». Un guide est également édité, élargi à d'autres types de consommations à risques : tabac, gaz solvant, jeux de hasard, boissons énergisantes... Il contient également des conseils sur la manière de demander la carte d'identité et sur la gestion de l'agressivité instrumentale lorsqu'un étudiant-travailleur, qui représente le personnel majoritaire de ces commerces, doit refuser une vente à un autre étudiant.

En réalité, la déclinaison la plus ancienne du dispositif existe depuis les années 90. L'équipe éducative de la Teignouse se rendait en soirées, bals, festivals avec un ancien bus du TEC aménagé pour recevoir les fêtards, l'Air Bus. Ce dispositif mobile répond particulièrement aux besoins de couvrir un large territoire et de nous adapter au calendrier des fêtes. Privilégiant le contact direct avec le public, dans leur milieu de vie, l'équipe proposait un espace d'Animation, d'Information et de Rencontre. Avec ses 900,000 km au compteur, l'Air Bus a pris sa retraite bien méritée pour un nouveau local mobile : le Mobil'Air, grimé aux couleurs du projet gagnant d'un concours lancé dans les écoles secondaires de notre territoire. Plus facile à conduire et ne nécessitant pas un permis spécial, il assure la visibilité et l'attractivité de « Festi Futé » lors des divers événements organisés dans la région. Il permet la distribution et l'utilisation d'outils de réduction des risques, comme des éthylo-tests, des préservatifs, des bouchons d'oreilles, ainsi que des brochures, flyers et affiches d'information sur la vie affective et sexuelle et, évidemment, sur les consommations.

Certains cafés sont de « vrais cafés de village » composés, essentiellement, d'une clientèle d'habituez. Les tenanciers, connaissant très bien leurs clients, jouent dès lors un rôle préventif essentiel.

Le guide Commerce Futé contient également des conseils sur la manière de demander la carte d'identité et sur la gestion de l'agressivité instrumentale.

Tout ce matériel disponible prend sens grâce aux intervenants, convaincus de l'utilité d'être au cœur de l'évènement festif pour répondre aux questions des fêtards et délivrer une information « sur mesure », adaptée aux circonstances réelles ! C'est à ce moment précis que les jeunes peuvent essayer de mettre en application les conseils donnés, mais aussi en débattre entre eux, sous le regard bienveillant, et souvent amusé, de l'intervenant. La timidité des fêtards s'efface rapidement lorsque les intervenants, souriants et dynamiques, ne se positionnent pas comme « censeurs moraux » mais comme des personnes ressources, disponibles et à l'écoute, sans jugement. D'ailleurs, au fil des évènements, des jeunes viennent saluer l'équipe et passer une partie de la soirée au sein du Mobil'Air pour l'ambiance conviviale qui y règne. La mobilité du dispositif permet de « fidéliser » certains jeunes et d'appuyer notre discours préventif.

Festi Futé, c'est aussi la sensibilisation du comité organisateur, deux mois avant les festivités, pour aborder l'organisation de l'évènement sous ses différents aspects : sécurité, assurance, gestion du bar et de l'offre des boissons, âge légal, gestes de premiers secours, volume sonore, visibilité et attractivité des services... La condition sine qua non pour que Festi Futé et son Mobil'Air soient présents : l'eau gratuite. L'objectif est que « la fête reste la fête » ! De quatre évènements, Festi Futé en honore désormais entre 15 et 20 annuellement. Il arrive que, lors d'un même weekend, l'équipe soit sollicitée à plusieurs endroits différents, nécessitant la division du dispositif.

Cette présence sur le terrain nous permet de tendre l'oreille et d'en apprendre plus sur les risques de notre public. Plus récemment, de nombreux jeunes nous ont confié participer à un tournoi ou un entraînement le lendemain d'une grosse soirée. Cependant, le peu d'heures de sommeil et leur consommation d'alcool ne leur permettent pas de jouer sobres, avec pour risque (accru) de se blesser,

parfois gravement, quand ils ne les rendent pas incapables de se lever et de se rendre à l'activité. Ceux qui « tiennent » le match recommencent régulièrement à boire lors de la fameuse « troisième mi-temps », fortement ancrée culturellement. À ces témoignages, s'est jointe l'interpellation d'un directeur sportif, inquiet de cette réalité. La Teignouse a alors développé, en 2016, une réflexion autour des consommations et du sport. Projet-pilote, en concertation avec une équipe de foot, « SportiFuté » est une animation sportive autour de la consommation et de son impact sur la santé et sur les performances sportives. Une fois évaluée, elle servira de canevas pour de futures sensibilisations à plus large échelle.

Le développement de ces différents projets repose, certes, sur le dynamisme de l'équipe, mais est également tributaire de la quantité et de la qualité des partenariats noués au fil des différentes actions. De concert, et dans la limite des compétences de chacun, travaillent les autorités communales des 11 communes sur lesquelles le projet est actif, les organisateurs d'évènements, les cafetiers, les commerçants, les zones de police, et désormais les clubs sportifs. Au fur et à mesure des années, grâce à une communication et à la reconnaissance de nos complémentarités, est née une réelle relation de confiance. Tous ces partenaires se sollicitent les uns les autres en cas de besoin ou de difficulté.

Le partenariat police-prévention est, par exemple, une véritable valeur ajoutée. Chacun dans les limites de ses compétences et de son cadre dévolu, l'objectif commun est de sensibiliser les futurs conducteurs à une conduite routière responsable. Que ce soit lors des évènements festifs ou, plus récemment, lors d'actions de sensibilisation à la sécurité routière dans les écoles, casquette répressive et préventive mettent ensemble leurs expériences professionnelles et académiques au service de la sensibilisation des jeunes conducteurs. Cette approche répression/prévention est bien accueillie par les jeunes qui voient les policiers autrement. Le plus important dans la mise en place de ce type de partenariat est que les acteurs qui le composent soient conscients que, seuls, ils ne détiennent pas les clefs de la solution et qu'il est nécessaire, dans le respect des compétences des uns et des autres, d'œuvrer ensemble à la résolution du problème. De même, les efforts consentis par la police, l'autorité communale, la société de gardiennage et l'organisateur pour se



FLICS EN... CAMPAGNE ANTIDROGUE : ADAPTER LES TECHNIQUES D'INVESTIGATION ???



coordonner sur les différents dispositifs, sans toutefois être mis au courant d'éventuels contrôles à l'extérieur de l'évènement festif, sont des atouts indéniables dans les actions de prévention.

Nous bénéficions aussi de contacts privilégiés avec les jeunes, les écoles, les différents mouvements de jeunesse et les maisons de jeunes : ils sont au cœur de nos actions et participent activement à la vie des projets. La dynamique participative est une constante dans nos actions. Elle demande du temps afin de respecter le rythme de chacun, mais les résultats obtenus sont ancrés, enracinés et leurs effets tangibles à long terme ! Les jeunes sont acteurs des projets, inventent des slogans, des affiches, des sous-verres. En créant les outils, avec leur langage, leur code, ils sont dès lors eux-mêmes des relais auprès de leurs pairs. Cette méthodologie génère chez eux fierté, confiance en soi, liens sociaux et solidarité. Elle permet également de (re) trouver une place dans notre société.

Cependant, reste nombre de défis à relever pour continuer à réduire les risques liés au contexte festif chez les jeunes. Conscientiser les adultes trouvant

un bénéfice financier à la vente d'alcool reste un travail de longue haleine. Un évènement peut être festif tout en restant vigilant quant aux consommations des participants et à leur âge. Les convaincre nécessite de démontrer que cela ne demande ni plus de temps, ni d'énergie de proposer différents services, gratuits, à la clientèle, qui appréciera et se fidélisera. Ce travail intègre de les aider à trouver un juste milieu entre le gain financier et l'éthique, à renforcer la responsabilité de chaque adulte vis-à-vis d'un jeune en découverte de sensations, sans pour autant se montrer trop moralisateur. Le travail de sensibilisation s'adapte aux réalités des consommations en 2018 : poids des lobbys alcooliers ; les alco-pops ; les boissons énergisantes ; les nouvelles drogues de synthèse.

Enfin, nous sommes attachés à ne pas faire peser le poids de la prévention sur les épaules de nos jeunes, alors que l'alcool est culturellement ancré dans nos habitudes de vie. Accompagner, communiquer, sensibiliser, dédramatiser, parfois sévir... mais faire confiance à notre jeunesse, qui expérimente... et apprend.

Le médecin de campagne comme acteur de prévention

> **Caroline Saal**, rédactrice en chef

Alors que les usages de drogues restent tabous et que les services spécialisés sont éloignés les uns des autres, vers qui peut se tourner l'utilisateur à la recherche d'une information, de conseils ou de matériel de réduction des risques ? « Votre généraliste, votre premier spécialiste » ?

Le médecin généraliste occupe une place centrale à la campagne. Alors que la majorité des services de santé se trouvent dans les centres urbains, il incarne la première ligne : proche, accessible, permanent. Palliant la distance des spécialistes, il pose de nombreux actes techniques et est un interlocuteur privilégié sur la santé dans sa globalité. De quoi devenir un intervenant de référence sur les usages de drogues ?

Médecins en voie de disparition

En Wallonie, la pénurie de médecins généralistes date de 2016 et pose problème dans une quarantaine de communes. Plusieurs difficultés sont à pointer, notamment un « papy/mamy boom ». « La pénurie ne dépend pas toujours du nombre de médecins, mais aussi de leur âge : dans un même village, deux médecins de 40 ans, ce n'est pas un problème. Deux médecins de 60 ans, c'est un départ à la retraite à anticiper », explique Laurent Dutrieux, de Santé Ardenne. En outre, parmi les diplômés actuels des facultés de médecine, sortent seulement 35 % de généralistes. Le quota officiel vise 45 %, mais la fédération Wallonie Bruxelles intervient peu pour que les universités le respectent. « Une valorisation financière du métier est nécessaire », commente

Christophe Cocu, directeur de la Fédération des Maisons médicales, « Mais il faudra aussi modifier les discours aux étudiants, qui colportent que les bons élèves deviennent des spécialistes ».

Plutôt que d'attirer de jeunes médecins, la carence en zone rurale peut effrayer. « Peu de médecins sur un territoire signifie, pour ceux qui s'y engagent, un grand nombre de patients et beaucoup de démarches administratives », explique Laurent Dutrieux. La faible densité de population renforce le temps en déplacement, au détriment d'un accès de qualité. Or l'image du médecin généraliste qui travaille 70 heures par semaine, constamment sur les routes, n'attire plus aujourd'hui. Avec, pour les médecins de campagne, deux stratégies possibles : répondre à toutes les demandes, au risque d'être submergé par la charge de travail ; réguler sa patientèle et fixer des limites.

Laurent Dutrieux reste positif : « la pénurie pousse les médecins à se solidariser et à innover. Ils se regroupent pour mieux se répartir les tâches, créer une cohésion et s'entraider à partir de leurs compétences ou de leurs affinités ». C'est notamment un des rôles de Santé Ardenne, né il y a deux ans. L'association travaille également sur l'attractivité de

la médecine rurale en organisant des formations ou en encourageant les stages de médecine. Les maisons médicales peuvent aussi rassurer les médecins : structure clé-sur-porte, l'interdisciplinarité et la pratique de groupe offrent la possibilité de déléguer, d'échanger et d'assouplir ses conditions de travail.

Médecins en besoin de formation

Demander à ces professionnels de mieux s'outiller face aux usages de drogues sur leur commune, n'est-ce pas leur ajouter une tâche supplémentaire ? Selon l'enquête descriptive sur les conditions d'exercice et de pratique des médecins généralistes de l'Observatoire de la Santé du Luxembourg, seuls 23,9 % des médecins interrogés s'estiment capables d'aider leurs patients sur les usages de drogues¹. L'Observatoire remarque qu'ils sentent plus à l'aise avec des dépistages techniques de courte durée qu'avec des missions éducatives nécessitant un investissement plus long. Par ailleurs, dans les représentations des médecins, se former au traitement à la méthadone comporte le risque de limiter sa patientèle aux usagers de drogues. Or ceux-ci sont parfois craints en raison des comorbidités fréquentes, des échecs des traitements et des préjugés autour de leurs comportements. Outre améliorer la formation initiale, comment soutenir les médecins, eux qui peuvent contribuer au dépistage précoce des usages problématiques, à la déstigmatisation des usagers et à promouvoir la santé ?

Les maisons médicales ou les regroupements de médecins sont une option pour rassembler des aptitudes et des sensibilités différentes. Les équipes pluridisciplinaires permettent aussi les consultations conjointes d'un médecin et d'un travailleur social si les problématiques sont multiples. Le plan de santé communautaire des maisons médicales permet d'intégrer une prévention ciblée. Cependant, alors que les outils pour la prévention de l'usage du tabac sont relativement bien financés, Christophe Cocu constate que ceux-ci sont moins nombreux concernant les usages de drogues. Enfin, contre l'isolement, le médecin généraliste gagner à intégrer un réseau de pairs, tels qu'ALTO².

Seuls 23,9 % des médecins [de la province du Luxembourg] s'estiment capables d'aider leurs patients sur les usages de drogues.

Il y a quelques années, un projet INTERREG de la Grande Région (Grand Duché de Luxembourg, Belgique, Allemagne et France) a œuvré à former les médecins à la réduction des risques. « L'objectif était de les préparer à créer un dialogue avec les usagers et à orienter », se rappelle Ingrid Glusmann, coordinatrice régionale de Drugs-Care Infos services. « Les intervenants étaient des médecins. C'était important que ce soient des pairs ». Parmi les autres projets menés dans la région, une campagne d'affichage, la diffusion d'une mallette contenant des informations sur les drogues courantes, sur les NPS³ ainsi que des conseils de réduction des risques et d'orientation ont participé à promouvoir le médecin généraliste comme l'expert médical des usages, que la personne rencontre des difficultés dans sa consommation ou non. D'autres acteurs misent sur la formation à l'entretien motivationnel, cadré, rapide et dont l'efficacité a été prouvée.

Outre le travail en équipe et en réseau, la salle d'attente peut être un lieu d'information. Santé Ardenne travaille ainsi sur un affichage dynamique dans les salles d'attente, destiné à des messages de prévention. « Les messages sont pensés et formulés par des experts en prévention, et Santé Ardenne les diffuse auprès des médecins ».

Charge de travail et mésestimation de ses aptitudes se renforcent probablement pour reporter à plus tard l'intégration des usages de drogues à la pratique quotidienne. Le rôle préventif des médecins généralistes s'ancrera pour peu que soient contrées difficultés du quotidien et appréhensions de certaines missions. Ces freins se lèveront vraisemblablement grâce à la solidarité entre professionnels concernés... et au soutien des pouvoirs publics à la prévention.

1. Observatoire de la Santé du Luxembourg, Médecine générale en province de Luxembourg. Rapport d'enquête, 2016, p. 49, [En ligne], <http://www.province.luxembourg.be/fr/enquete-descriptive-sur-les-conditions-d-exercice-et-de-pratique-des-medecins-generalistes.html?IDC=5271&IDD=109423#.WITKy2eWyUk>.

2. Alto est un projet de soutien des pratiques de formation des médecins généralistes en contact avec des usagers de drogues.

3. Nouveaux Produits de Synthèse.

Usages de drogues en milieu rural

> Sabine Gilis, responsable du centre de documentation, Nadja

« Aide à la jeunesse en milieu ouvert, drogue et ruralité », PETIT J. in *Les cahiers de Prospective Jeunesse*, 21, vol. 6, n° 4, p. 2-6.



Cet article relate la manière dont l'asbl MIC-ADOS, un service d'aide à la jeunesse en milieu ouvert en région rurale, s'est trouvée confrontée à la question des stupéfiants. Il décrit les étapes qui l'ont conduite à entamer une réflexion sur la consommation de drogues et les différentes manières de mettre sur pied des actions de prévention à destination des jeunes. La difficulté de rompre le consensus perçu dans le chef des autres acteurs locaux est également évoquée.

« Usagers de drogues en milieu rural », *Swaps*, 82, 1^{er} trimestre 2016.



Le dossier de ce numéro nous conduit à travers la campagne française en un dossier spécial «Ruralités». La Meuse, figure du département en déclin démographique et économique, ne compte aucun CAARUD (Centre d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour usagers de drogues.) ni programme d'échange de seringues. Alors que l'Office central pour la répression du trafic illicite des stupéfiants (OCTIS) a montré, dès 2009, que le nombre d'arrestations liées à l'usage d'héroïne y était de six fois supérieur à la moyenne nationale...

Le tout dans une société rurale où «tout se sait et tout se voit» rendant problématique la mise en place d'actions de réduction des risques, avec qui plus est aujourd'hui des usages à «transmission familiale» dans le sillage des enfants de Mai 68 (voir l'article de Florent Schmitt). Parade associative: les microstructures fonctionnant avec un système de permanence au sein d'un local adapté à l'accueil du public ou d'un camping-car aménagé pour offrir un espace de discussion. Itinérant ou en un espace de stationnement réservé dans la commune.

Addictions et milieu rural. Pratiques de consommations, accès aux soins et perspectives pour une prévention adaptée aux contextes locaux: Une recherche-action en Picardie Verte, Pays Noyonnais et Pays du Valois de Anne Soler Saint Martin le Noeud, Sato-Picardie, 2013, 116 p. En ligne.

L'association SATO-Picardie a noté ces dernières années l'arrivée croissante d'usagers de drogues en provenance de zones les plus rurales de l'Oise. Alertée par les difficultés que ces usagers rencontraient pour accéder aux soins, l'association décide d'engager une recherche-action en milieu rural. Décliné sur trois territoires «pilotes» du département, le projet entend renseigner les pratiques de consommation de produits psycho-actifs et évaluer les besoins en termes de prévention, d'accès aux soins et aux programmes de réduction des risques liés aux addictions en milieu rural. Cet éclairage contextuel vise à orienter les stratégies d'actions en zone rurale, en accord avec les dynamiques territoriales et les demandes des usagers.[...] Nous concluons à l'urgence d'agir, mais avec

précaution et selon d'autres modalités que celles prévalant en ville. En campagne, tout demeure à inventer... avec les usagers.

Consommation de substances chez les élèves en milieu rural ou urbain. Rapport technique, Opal A. MC INNIS, Matthew M. YOUNG, 2015, 38 p.

« Certaines différences d'ordre économique, culturel, social et scolaire entre les milieux rural et urbain au Canada pourraient influencer sur les résultats en matière de comportements et de santé mentale. [...] Les données disponibles au Canada rendent seulement compte des différences entre la consommation de substances chez les élèves fréquentant une école en milieu urbain et ceux fréquentant une école en milieu rural. Afin de combler cette lacune, sont analysées les données issues d'enquêtes menées régulièrement auprès des élèves. Sont soulignées dans le présent rapport les différences et les similitudes entre les élèves fréquentant des écoles en milieu rural ou urbain. Malgré sa nature technique, ce rapport s'adresse également à un public plus général, notamment aux responsables de programmes de prévention, aux travailleurs en milieu scolaire et aux personnes travaillant auprès des jeunes. [...] »



Le centre de documentation de NADJA met à disposition des professionnels et des non-professionnels la documentation spécialisée

sur les drogues et les dépendances
www.nadja-asbl.be/PMB/opac_css/

Un trimestriel pour interroger sous des regards différents
les thèmes liés aux usages de drogues, la promotion de la santé
et les politiques et pratiques sociales en matière de jeunesse.

Retrouvez tous les numéros sur le site :

www.prospective-jeunesse.be

Prospective Jeunesse

Drogues
Santé
Prévention

Milieus de vie

- Famille et parentalité (n° 22, 24, 42, 43, 44, 49)
- L'école (n° 3, 4, 6, 25, 29, 55, 57, 64, 67, 77-78)
- La fête (n° 35)
- Le monde du travail (n° 26)
- La prison (n° 13, 16, 40, 65)
- Milieu du sport (n° 53)

Produits et leurs effets

- Plaisir (n° 7, 8, 9, 10)
- Dépendance (n° 39)
- Drogues de synthèse (n° 14-15)
- Cannabis (n° 18, 20, 21, 72)
- Alcool (n° 32)
- Tabac (n° 33)
- Alicaments (n° 19)
- Ordinateur et internet (n° 47, 69, 58, 77-78)
- Amour (n° 48)

Pratiques professionnelles

- Promotion de la santé (n° 31, 34, 56, 61, 71, 73, 77-78)
- Pratiques de prévention (n° 31, 50, 51, 59, 60, 63, 70)
- Réduction des Risques (n° 27, 28, 54, 79)
- EVRAS (n° 76)
- Représentations (n° 46)
- Secret professionnel (n° 23)
- Travail en réseau (n° 45, 66)
- Soins aux usagers (n° 41, 52)
- Participation (n° 67, 68)

Contextes d'usage

- La loi et la répression judiciaire (n° 1, 2, 38, 65, 72, 79)
- Pauvreté, marginalité et exclusion (n° 11, 12, 36, 37)
- Culture et consommation (n° 5, 17, 30, 58, 62, 77-78)

ABONNEMENT ANNUEL gratuit ou de soutien

Prix au numéro: 4 euros *Frais d'envoi compris*

Numéro de compte bancaire: BE04 2100 5099 0831

Formulaire d'abonnement ou de commande au numéro

Institution

Nom Prénom

Téléphone Courriel

Adresse de livraison

Rue Numéro

Code postal Ville

Pays

Type d'abonnement (entourez votre choix)

☐ L'abonnement est gratuit

☐ Toutefois vous pouvez souscrire à un abonnement de soutien (24 euros)

- Je désire souscrire à un abonnement de soutien ☐ oui ☐ non

- Je souhaite une facture ☐ oui ☐ non

Commande au numéro Nombre désiré et numéros

Date Signature

Prospective Jeunesse

Drogues
Santé
Prévention

81

Périodique trimestriel
Printemps 2018

Prospective Jeunesse, Drogues | Santé | Prévention
est un trimestriel lancé en décembre 1996.

Lieu interdisciplinaire de réflexion, de formation et d'échange d'expériences,
d'idées, de points de vue, cette revue interroge sous des regards différents des thèmes
liés aux usages de drogues, à la promotion de la santé et aux politiques
et pratiques sociales en matière de jeunesse.

Chaque numéro aborde un thème particulier.

Celui-ci est consacré aux interventions en milieu rural.

Pour consulter les sommaires des numéros parus ou
contacter l'équipe de rédaction, visitez le site :
www.prospective-jeunesse.be

Avec
le soutien de la



Wallonie

Avec le soutien de la Région Wallonne
et agréé par la Commission communautaire française
de la région de Bruxelles-Capitale

